2020

[français en-dessus]

Migrant Tracking Bracelets

Background

Near the end of March, an [8-day hunger-strike](#) by migrant detainees demanding immediate release gained popular support from Halifax to Vancouver. While the government refused to concede, the release of detainees was accelerated through individual detention review hearings.

Getting out of detention, though, has come at a high cost, often involving large cash bonds and repressive conditions such as frequent reporting to the CBSA, living with one's bondsperson, curfews and confinement to defined area perimeters. Since the fall, CBSA has been outsourcing control of migrants released from detention in Quebec to the John Howard Society, which is overseeing punitive, parole-like "case management and supervision" programmes, including forced "community service," sometimes in combination with GPS-voice recognition tracking.

In the past weeks, the few remaining detainees in Laval's detention centre have been pushed by CBSA and by some lawyers to accept electronic tracking bracelets as the price of their release (according to some lawyers, bracelets have already been used in some cases, but we have been unable to confirm this directly). While lawyers could oppose these measures during detention review hearings, they have thus far failed to do so, instead giving their clients limited information (thus not allowing them to make an informed choice) or outright trying to convince them that accepting surveillance bracelets was the best solution for them.

For many migrants, release has also not led to much greater security or freedom. Many face deportation and in the meantime live in precarious housing with no income. With biometric offices closed, the processing of work permit applications is currently suspended for many people and welfare takes weeks or even months to process for those who are eligible. #FreeThemAll #StatusForAll NOW #ShutdownCBSA #NoMigrantMonitoring

Possible scripts

Regarding CBSA

- While detaining migrants is unjustifiable to begin with, blackmailing migrants to only be able to be released on condition that they accept electronic monitoring is beyond unacceptable and greatly unjust.
- These methods of surveillance and control not only impinge on people's right to freedom and privacy, but are also known to have disastrous effects on their physical and mental wellbeing, as they effectively bring detention directly into people's homes.
- I am asking that CBSA stop pushing electronic tracking on migrants as a condition of their release and instead support a program of full regularization to grant safe housing and healthcare for all.

- I am also asking for an end to new detentions and deportations.

Regarding John Howard Society

- While detaining migrants is unjustifiable to begin with, blackmailing migrants to only be able to be released on condition that they accept increasingly controlling community programs is beyond unacceptable.
- The only real alternative to detention is NO detention, not the creation of new forms of surveillance and control that continue to police and surveil the lives of migrants.
- I am asking that the John Howard Society of Québec stop working with the CBSA to enforce a systems of community control and instead support true alternatives to detention by endorsing the demand for a program of [full regularization](#).

Bracelets de traçage des migrant.e.s

Mise en contexte

Vers la fin du mois de mars, une [grève de la faim de huit jours](#) menée par des détenu.e.s migrant.e.s exigeant leur libération immédiate a obtenu du soutien populaire d'Halifax jusqu'à Vancouver. Bien que le gouvernement ait refusé de céder, la libération des détenu.e.s a été accélérée à travers des audiences individuelles de révision des motifs de détention.

Sortir de détention a toutefois impliqué de payer le prix fort, en supposant souvent des cautions très coûteuses et des conditions répressives telles que des rapports fréquents à l'ASFC, l'obligation de vivre avec la personne qui a payé la caution, des couvre-feux et le confinement à l'intérieur d'un certain secteur. Depuis l'automne, l'ASFC a sous-traité le contrôle des migrant.e.s libéré.e.s de détention au Québec à la Société John Howard, qui supervisent des programmes punitifs de « gestion de cas et de supervision » qui s'apparentent à des programmes de libération conditionnelle, incluant des « travaux communautaires » forcés, parfois en combinaison avec du traçage par reconnaissance vocale GPS.

Dans les dernières semaines, les quelques détenu.e.s restant.e.s dans le centre de détention de Laval ont été poussé.e.s par l'ASFC et aussi par certain.e.s avocat.e.s à accepter des bracelets de traçage électronique comme le prix à payer pour leur libération (selon certain.e.s avocat.e.s, des bracelets ont déjà été utilisés dans certains cas, mais nous ne pouvions pas confirmer cela directement). Bien que les avocat.e.s peuvent s'opposer à ces mesures durant les audiences de révision des motifs de détention, ils et elles ont échoué pour le moment à en faire autant, en offrant plutôt à leurs client.e.s une quantité limitée d'information (ce qui ne leur permet donc pas de faire un choix éclairé) ou en essayant carrément de les convaincre que d'accepter des bracelets de surveillance était la meilleure solution pour eux et pour elles.

Pour plusieurs migrant.e.s, la libération n'a pas mené à une plus grande sécurité ou liberté. Plusieurs font encore face à une déportation potentielle et, entre temps, vivent dans des conditions de logement précaires sans revenu. Avec la fermeture des bureaux biométriques, le processus de

traitement des permis de travail est actuellement suspendu pour ceux et celles qui nécessitent des données biométriques et l'assistance sociale prend des semaines, voire des mois pour ceux et celles qui sont éligibles. #LibérezLesTous #StatutPourTousMAINTENANT #FermezASFC #PasDeTraçageDesMigrants

Scripts possibles

Pour l'ASFC

- Bien que de détenir des migrant.e.s soit injustifiable au départ, faire du chantage à des migrant.e.s en leur disant qu'ils et elles pourront seulement être libéré.e.s à condition d'accepter du traçage électronique est totalement inacceptable et grandement injuste.
- Ces méthodes de surveillance et de contrôle empiètent non seulement sur le droit à la liberté et à la vie privée, mais sont aussi reconnues comme ayant des effets désastreux sur leur bien-être physique et mental, puisqu'elles apportent effectivement la détention directement dans le domicile des personnes.
- Je demande que l'ASFC cesse d'imposer le traçage électronique à des migrant.e.s comme une condition pour leur libération et mette plutôt de l'avant un programme complet de régularisation pour fournir du logement sécuritaire et des services de santé pour tous et toutes.
- Je demande aussi la fin des nouvelles détentions et déportations.

Pour la Société John Howard

- Bien que de détenir des migrant.e.s soit injustifiable au départ, faire du chantage à des migrant.e.s en leur disant qu'ils et elles pourront seulement être libéré.e.s à condition d'accepter des programmes communautaires de plus en plus contrôlants est totalement inacceptable.
- La seule vraie alternative à la détention est l'ABSENCE de détention, et non la création de nouvelles formes de surveillance et de contrôle qui continuent de contrôler et de surveiller les vies des migrant.e.s.
- Je demande que la Société John Howard du Québec cesse de travailler avec l'ASFC pour appliquer un système de contrôle communautaire et mette plutôt de l'avant de vraies alternatives à la détention en endossant la demande pour un programme de [régularisation complète](#).